

Compte administratif 2009

- Budget de la Province Sud -

- I. Analyse du résultat
- II. Taux d'exécution
- III. Structure des dépenses et recettes 2009
- IV. Analyse financière rétrospective 2004-2009

Commission du budget, des finances et du patrimoine – 8 juillet 2010

SOMMAIRE

- I. Analyse du résultat
- II. Taux d'exécution
- III. Structure des dépenses et recettes 2009
- IV. Analyse financière rétrospective 2004-2009

I. Analyse du résultat

Analyse du résultat de clôture

Résultat de gestion propre à l'exercice 2009

Reprise des résultats
antérieurs

Résultat de clôture 2009

Intégration des restes à réaliser 2009

Résultat de clôture 2009 corrigés des reports

3

I. Analyse du résultat

Analyse du résultat de clôture

Résultat de gestion 2009

- 6 143 070 383

Fonctionnement

Résultat de gestion : - 5 210 906 023

Recettes 2009 : 40 013 103 215

Dépenses 2009 : 45 224 009 238

Un résultat de gestion déficitaire compte tenu de la baisse des dotations NC de -9,6 mds de F.

Investissement

Résultat de gestion : - 932 164 360

Recettes 2009 : 12 291 113 969

Dépenses 2009 : 13 223 278 329

4

I. Analyse du résultat	
Analyse du résultat de clôture	
	Résultat de gestion 2009 - 6 143 070 383
	Résultat de clôture 2009 1 607 382 253
Fonctionnement	Résultat de gestion : - 5 210 906 023
	Résultat de clôture : 5 139 717 454
	<i>Résultats antérieurs cumulés : 10 350 623 477</i>
Investissement	Résultat de gestion : - 932 164 360
	Résultat de clôture : - 3 532 335 201
	<i>Résultats antérieurs cumulés : - 2 600 170 841</i>
	Les excédents cumulés sur les exercices antérieurs (et notamment sur 2008 grâce au dynamisme des dotations NC) permettent de clôturer le CA 2009 en excédent.

5

I. Analyse du résultat	
Analyse du résultat de clôture	
	Résultat de gestion 2009 - 6 143 070 383
	Résultat de clôture 2009 1 607 382 253
	Résultat 2009 corrigé des reports + 5 164 264 576
Fonctionnement	Résultat de gestion : - 5 210 906 023
	Résultat de clôture : 5 139 717 454
	Résultat 2009 corrigé des reports : 5 058 864 276
	<i>Solde des crédits reportés : - 80 853 178</i>
Investissement	Résultat de gestion : - 932 164 360
	Résultat de clôture : - 3 532 335 201
	Résultat 2009 corrigé des reports : 105 400 300
	<i>Solde des crédits reportés : 3 637 735 501</i>
	En intégrant les dépenses et recettes non réalisées en 2009 et reportées en 2010, le résultat corrigé ressort à 5,16 mds F
	➢ 2 mds de F d'emprunt contracté non mobilisé
	➢ 2,3 mds de F de recettes attendues de l'Etat au titres des CD.

6

I. Analyse du résultat

Analyse du résultat de clôture

Résultat de gestion 2009 - 6 143 070 383

Résultat de clôture 2009 1 607 382 253

Résultat 2009 corrigé des reports + 5 164 264 576

Le résultat à reprendre au BS :

Déduction de l'anticipation du résultat au BP 2010 3 200 000 000

Ressources 2010 disponibles pour financer le BS 2010 + 1 964 264 576

7

SOMMAIRE

I. Analyse du résultat

II. Taux d'exécution

III. Structure des dépenses et recettes 2009

IV. Analyse financière rétrospective 2004-2009

II. Taux d'exécution

Exécution des RECETTES réelles

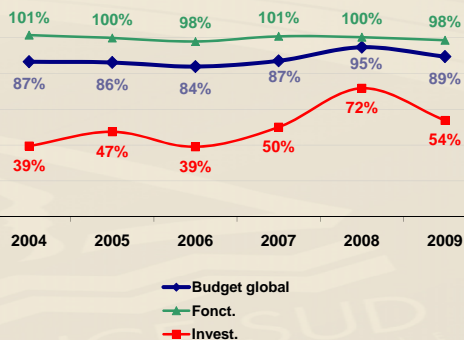
Prévu en MF Réalisé en MF Taux de réal.

Hors résultats reportés

50 091 44 777 89%

Invest. 10 156 MF	Invest. 5 464 MF	54%
Fonct. 39 935 MF	Fonct. 39 313 MF	98%

Retour à un faible niveau de perception des recettes d'investissement en 2009 (OPC).



9

II. Taux d'exécution

Exécution des DEPENSES réelles

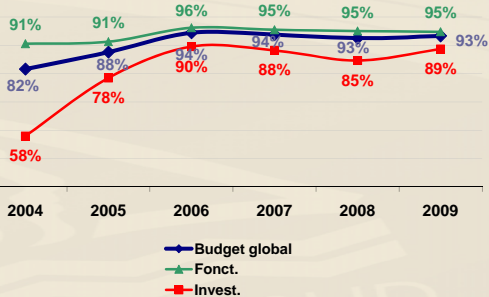
Prévu en MF Réalisé en MF Taux de réal.

Hors résultats reportés et provisions

54 642 50 920 93%

Invest. 12 926 MF	Invest. 11 449 MF	89%
Fonct. 41 716 MF	Fonct. 39 471 MF	95%

Amélioration des taux d'exécution sur la période (notamment en investissement).



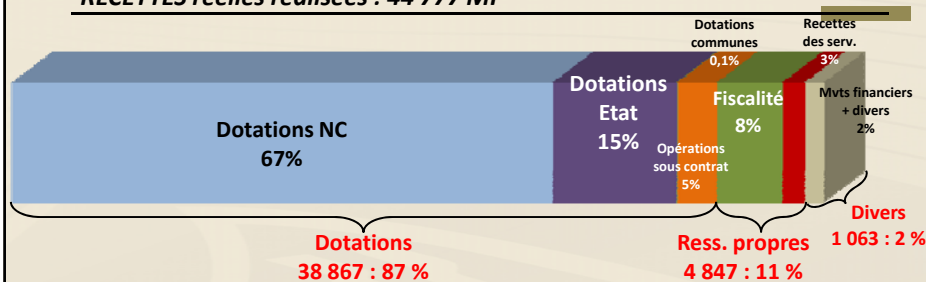
10

SOMMAIRE

- I. Analyse du résultat
- II. Taux d'exécution
- III. Structure des dépenses et recettes 2009**
- IV. Analyse financière rétrospective 2004-2009

III. Structure des dépenses et des recettes 2009

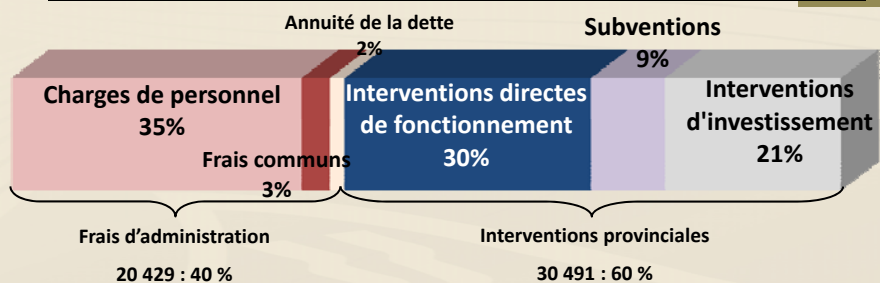
RECETTES réelles réalisées : 44 777 MF



	2009	Evol. 2008-2009	Reports 2010		2009	Evol. 08-09	Reports 2010
Dotations NC	29 810	- 9 589	386				
Dotations Etat	6 819	+ 120	51				
Dotations communes	58	+ 23	38				
Opérations sous contrat	2 180	- 708	2 313				
Fiscalité	3 610	- 232	100				
Recettes des serv.	1 236	- 300	62				
Mvts financiers	441	- 98					
Recettes diverses	622	+ 337					
Emprunt	0	- 2 000	2 000				
TOTAL RECETTES	44 777	- 12 445	4 949				
				<i>Com. Téléphoniques</i>	1 447	+ 21	
				<i>Droits d'enregistrement</i>	1 071	- 325	100
				<i>Patentes</i>	728	+ 95	
				<i>Taxes nuités</i>	221	- 29	
				<i>Contributions foncières</i>	87	+ 4	
				<i>Licence débits boissons</i>	57	+ 3	

III. Structure des dépenses et des recettes 2009

DEPENSES réelles réalisées : 50 920 MF

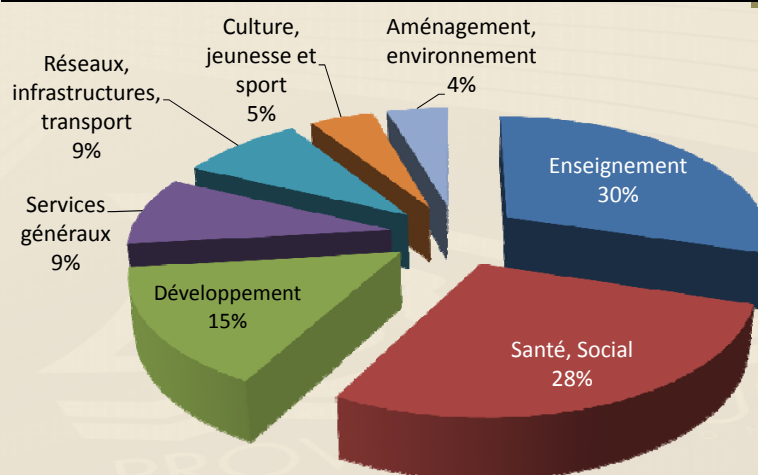


Politique	Charges de personnel	Frais communs + annuité de la dette	Interventions directes FONC	Subv.	Interventions INVEST	TOTAL	
Enseignement	9 139	65	3 280	113	2 575	15 172	30%
Santé, Social	2 619	244	7 305	1 079	3 037	14 284	28%
Développement	1 316	108	2 499	2 428	1 437	7 788	15%
Services généraux	2 126	1 388	65	19	977	4 576	9%
Réseaux, infrastructures, transport	1 532	774	1 184	25	1 005	4 520	9%
Culture, jeunesse et sport	444	39	359	788	706	2 336	5%
Aménagement, environnement	600	35	436	74	1 099	2 245	4%
TOTAL	17 776	2 653	15 128	4 526	10 836	50 920	100%

13

III. Structure des dépenses et des recettes 2009

DEPENSES réelles réalisées : 50 920 MF



14

SOMMAIRE

- I. Analyse du résultat
- II. Taux d'exécution
- III. Structure des dépenses et recettes 2009
- IV. Analyse financière rétrospective 2004-2009**

IV. Analyse financière 2004-2009

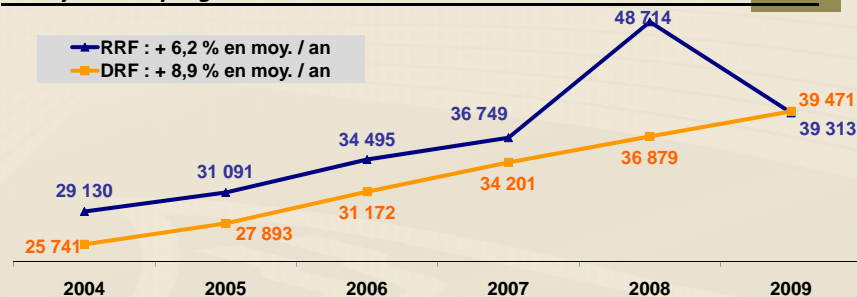
Préambule à l'analyse financière

Deux indicateurs clés d'analyse financière :

- L'épargne brute** qui permet de mesurer la capacité de la collectivité à dégager des ressources propres de fonctionnement pour :
 - rembourser la dette,
 - autofinancer une partie de ses investissements (*y compris l'amortissement des subventions d'investissement versées*).
- Le niveau de l'endettement** dans le financement des investissements.

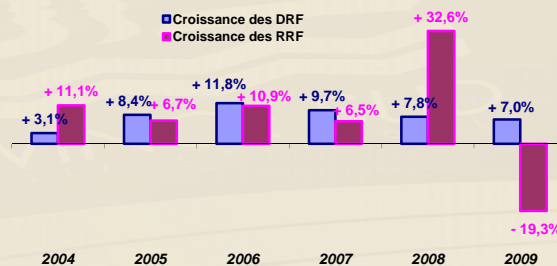
IV. Analyse financière 2004-2009

Analyse de l'épargne brute



En moyenne sur la période 2004-2009, les dépenses augmentent plus rapidement que les recettes, principale exception en 2008 (conjoncture économique fortement favorable).

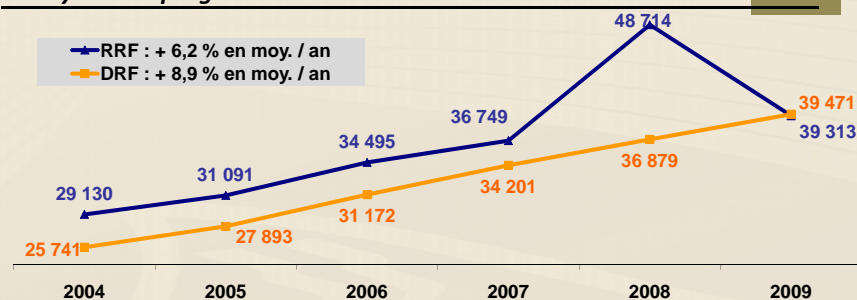
C'est en 2009 que cette évolution défavorable a un impact conséquent : avec la chute des recettes parallèle à la poursuite du dynamisme des dépenses, l'effet de ciseau s'aggrave, le niveau des dépenses de fonctionnement dépassant celui des recettes.



17

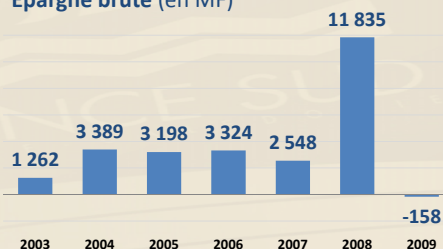
IV. Analyse financière 2004-2009

Analyse de l'épargne brute



Epargne brute (en MF)

L'épargne devient ainsi négative en 2009, et ne permet donc pas de couvrir l'amortissement obligatoire des subventions d'équipement versées (3,5 mds de F).



18

IV. Analyse financière 2004-2009

Explications sur l'évolution de l'épargne brute

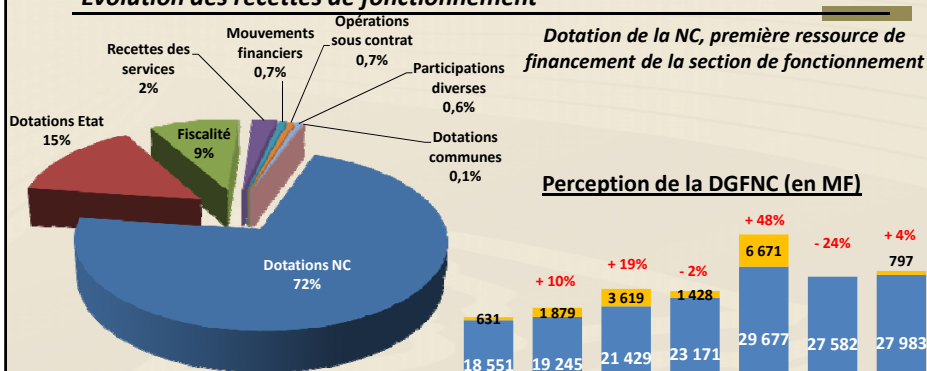
Afin de comprendre l'évolution de l'épargne brute ces deux dernières années, il est nécessaire d'observer :

- ❑ L'évolution des grands postes de recettes de fonctionnement, et notamment la principale ressource de fonctionnement : la dotation globale de fonctionnement de la NC.
- ❑ L'évolution des principaux postes de dépenses de fonctionnement avec notamment les charges de personnel, les subventions et les interventions directes de fonctionnement.

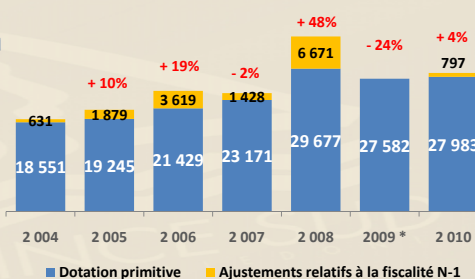
19

IV. Analyse financière 2004-2009

Evolution des recettes de fonctionnement



Perception de la DGFNC (en MF)

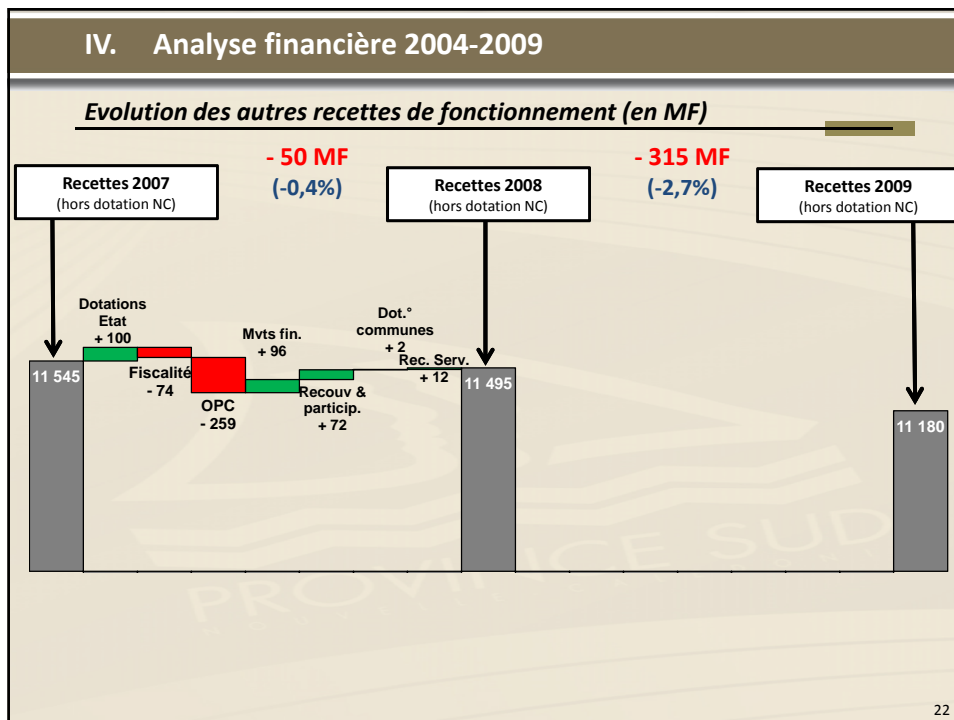
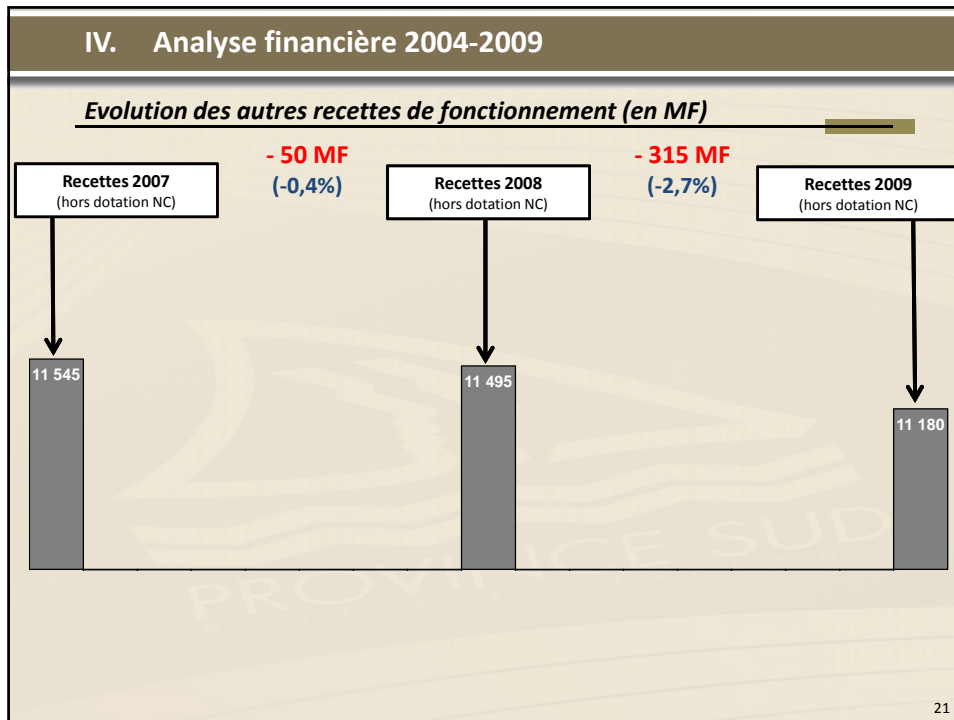


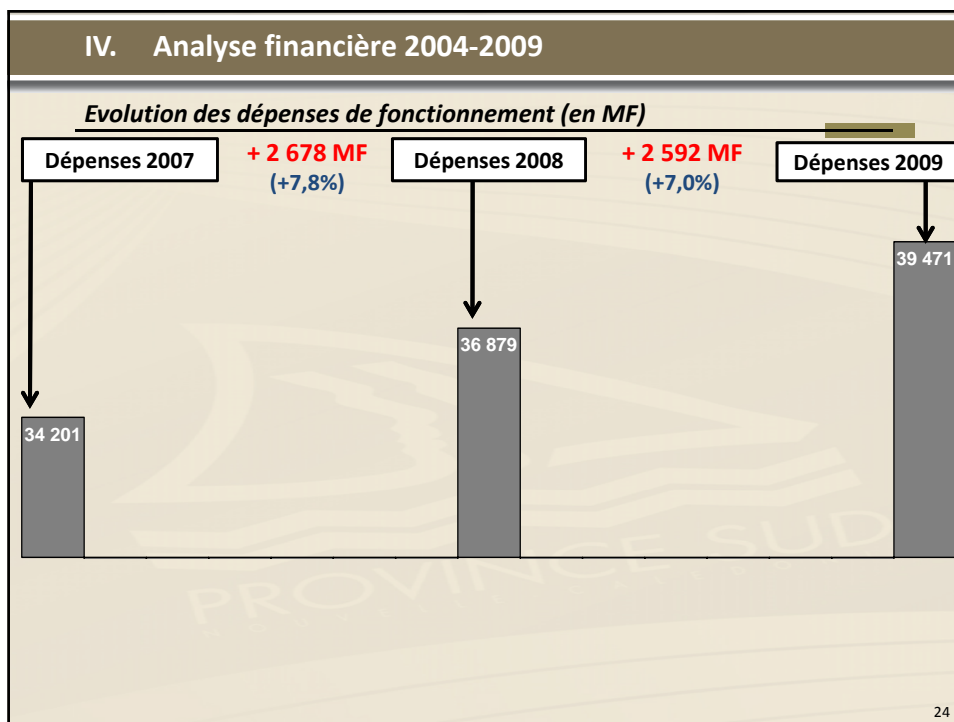
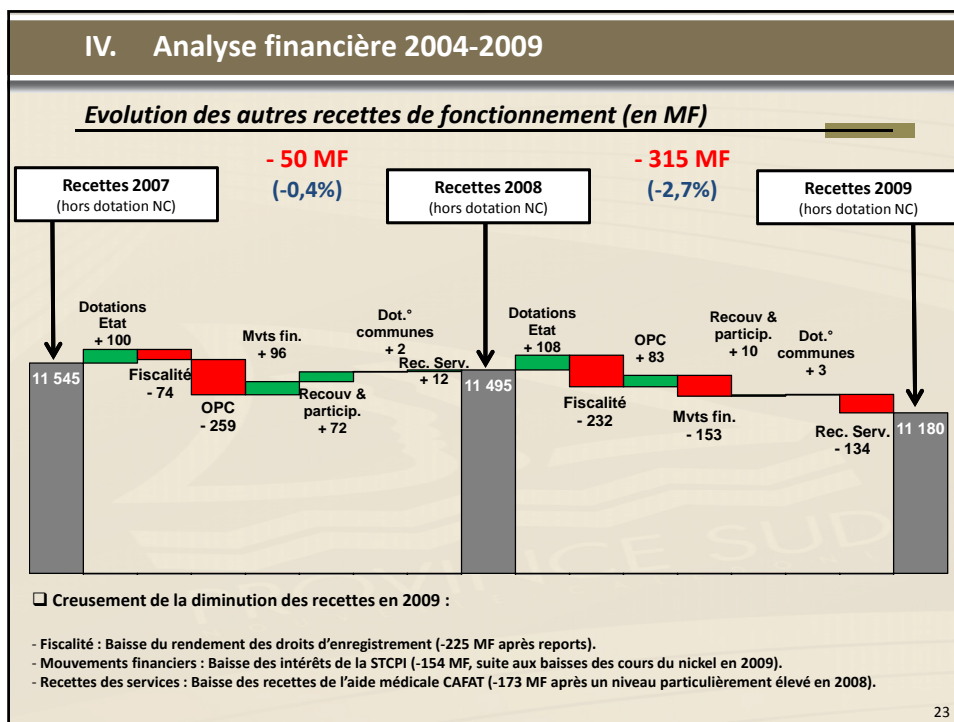
Après une perception exceptionnelle en 2008, retour à une faible perception de la DGF en 2009 (27 582 MF).

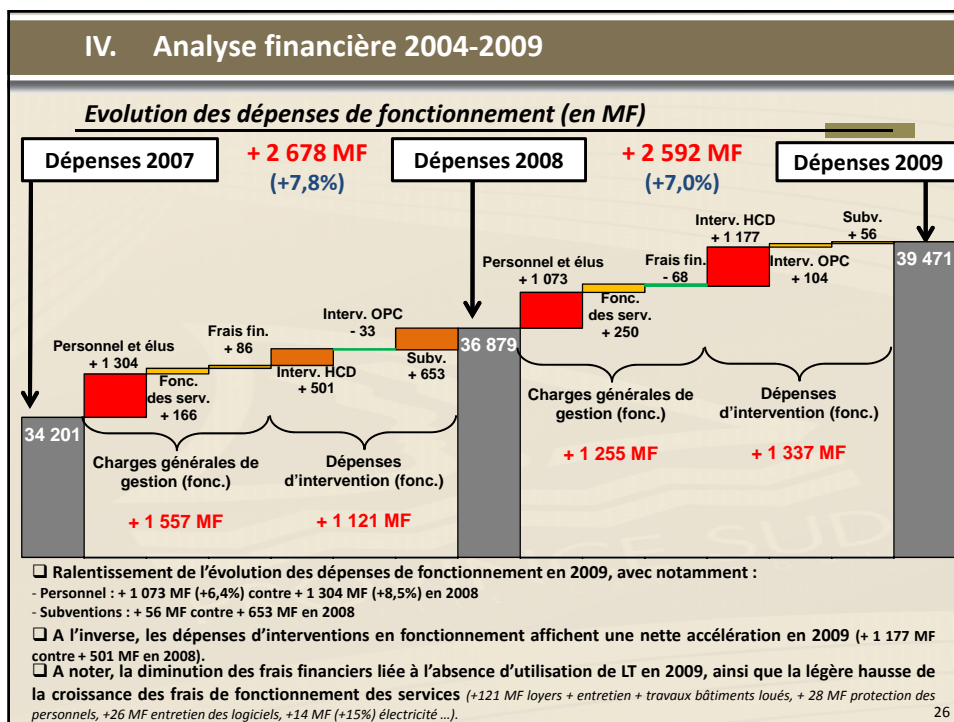
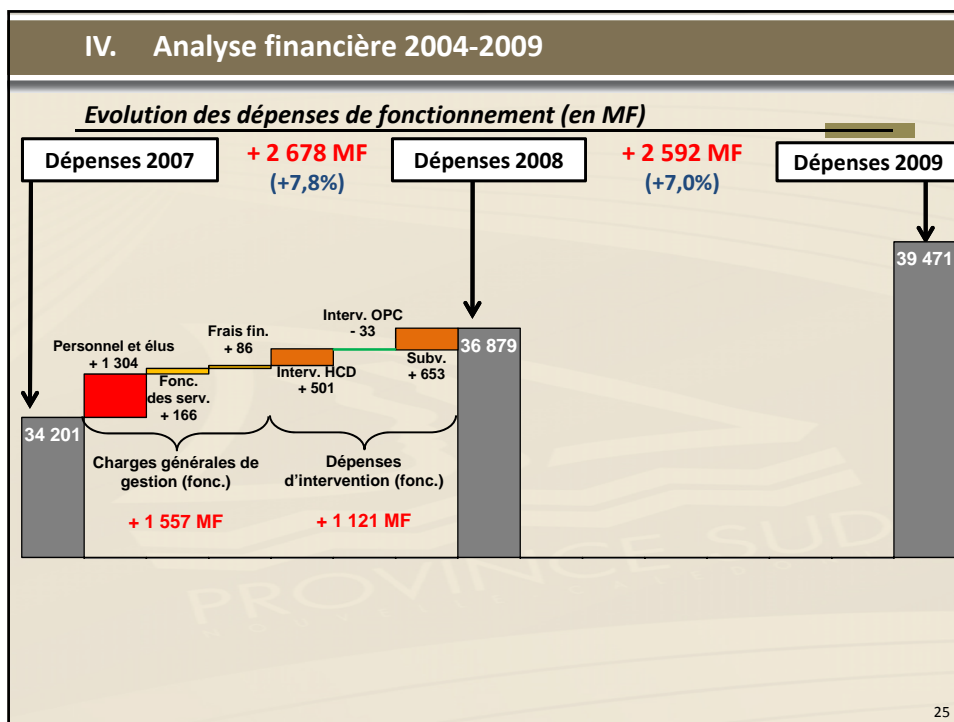
En 2010, l'évolution de perception de DGF s'établit à +4% (+6,9% en tenant compte de l'ajustement négatif de 2009).

* En 2009, l'ajustement relatif à la fiscalité N-1 était négatif de 655 MF en fonctionnement. Le remboursement par la Province Sud s'effectue à hauteur de 50% de ce montant sur 3 ans, en investissement.

20







IV. Analyse financière 2004-2009

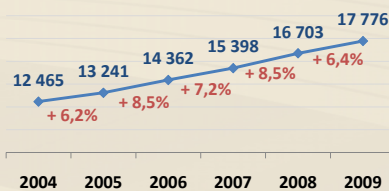
Zoom sur les charges de personnel (en MF)

□ Un niveau incompressible de croissance des charges de personnel : GVT + valeur de point ;

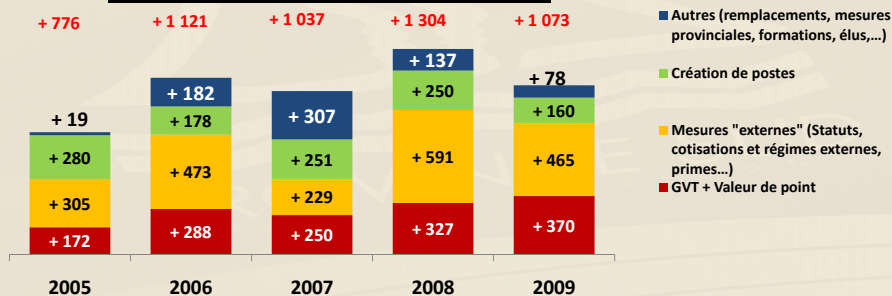
□ En 2008 et 2009, les mesures « externes » ont pesé sur la croissance des charges de personnel (Statuts, cotisations, régime indemnitaire...).

Evolution des recettes en 2009 hors « mesures externes » : + 3,4%

Charges de personnel (en MF)



Evolution annuelle des charges de personnel



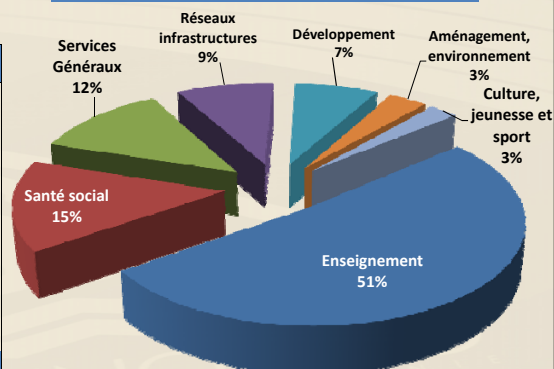
27

IV. Analyse financière 2004-2009

Zoom sur les charges de personnel (en MF)

Répartition masse salariale par fonction en 2009

	2009
Enseignement	9 139
Santé social	2 619
Services Généraux	2 126
Réseaux infrastructures	1 532
Développement	1 316
Aménagement, environnement	600
Culture, jeunesse et sport	444
Total frais de personnel et élus	17 776



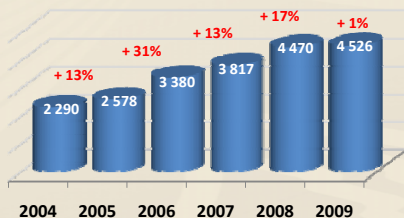
28

IV. Analyse financière 2004-2009

Zoom sur les subventions (en MF)

Ralentissement de la croissance des subventions 2009 :

Subventions (en MF)



Principales évolutions en 2009 :

- Baisse de subventions en faveur de la promotion du tourisme (-302 MF), après une nette hausse en 2008 ;

- Hausse en faveur de la jeunesse (+68 MF) et de l'accès à la culture (+50 MF), du médico-social (+98 MF), de l'enseignement (transport scolaire + 45 MF).

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Evol. moy. / an 2004-2009
Sces généraux	27	22	7	14	23	19	- 7%
Enseignement	22	43	26	83	77	113	+ 38%
Culture - Jeunesse et sports	374	427	502	570	638	788	+ 16%
Santé-Social	649	734	701	928	1 003	1 079	+ 11%
Réseaux & infras. - Transport	43	28	32	33	16	25	- 10%
Améngt & environnement	30	37	82	62	77	74	+ 20%
Développement	1 146	1 287	2 030	2 127	2 638	2 428	+ 16%
Total Subv.	2 290	2 578	3 380	3 817	4 470	4 526	+ 15%

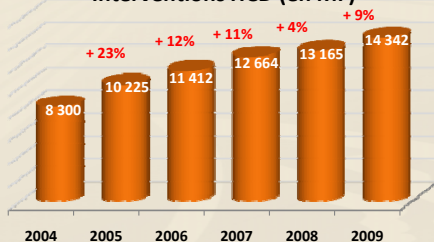
29

IV. Analyse financière 2004-2009

Zoom sur les interventions de fonc. HCD (en MF)

Reprise de la croissance des interventions HCD en 2009 :

Interventions HCD (en MF)



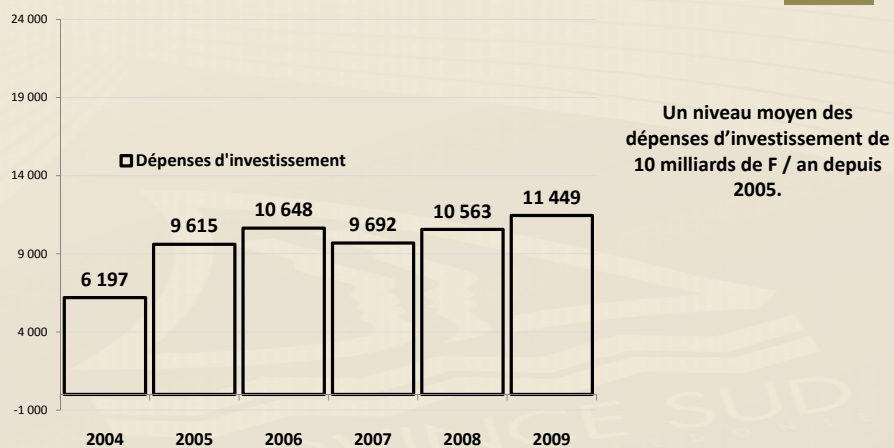
Principales évolutions en 2009 :

- Croissance des allocations sociales et bourses (+ 678 MF) ; PREGO-emploi (+ 202 MF) ; CARSUD (+ 328 MF).

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Evol. moy. / an 2004-2009
Sces généraux	63	101	89	66	70	65	+ 1%
Enseignement	1 967	2 258	2 575	2 825	2 893	3 157	+ 10%
Culture - Jeunesse et sports	57	94	138	190	294	266	+ 36%
Santé-Social	4 640	6 051	6 225	7 013	6 794	7 258	+ 9%
Réseaux & infras. - Transport	599	703	649	772	923	1 184	+ 15%
Améngt & environnement	157	160	335	231	337	407	+ 21%
Développement	816	857	1 400	1 566	1 854	2 006	+ 20%
Total Intervent° HCD	8 300	10 225	11 412	12 664	13 165	14 342	+ 12%

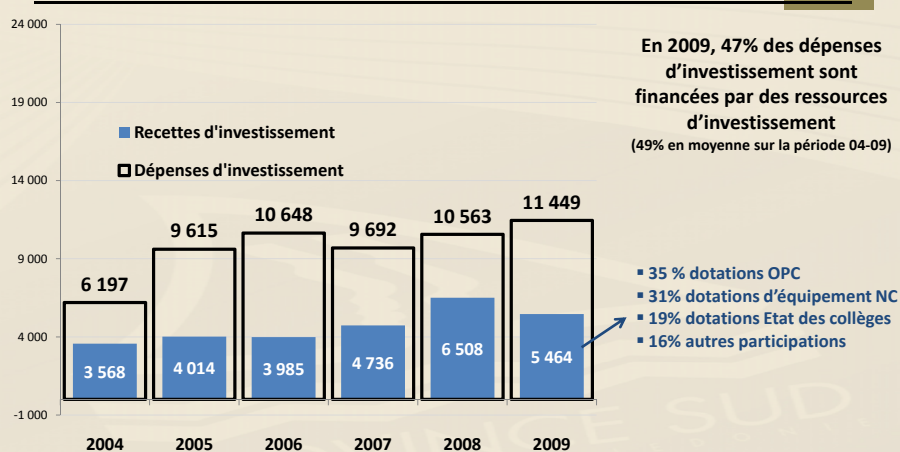
30

IV. Analyse financière 2004-2009

Evolution des dépenses d'investissement

31

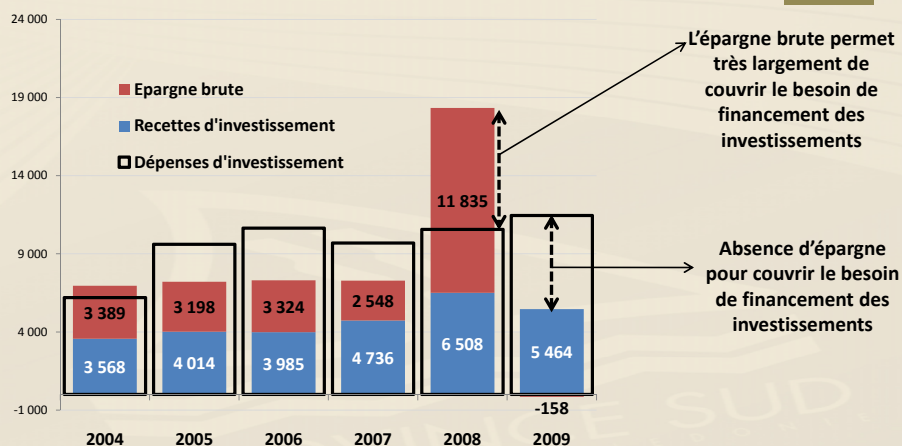
IV. Analyse financière 2004-2009

Financement de l'investissement

32

IV. Analyse financière 2004-2009

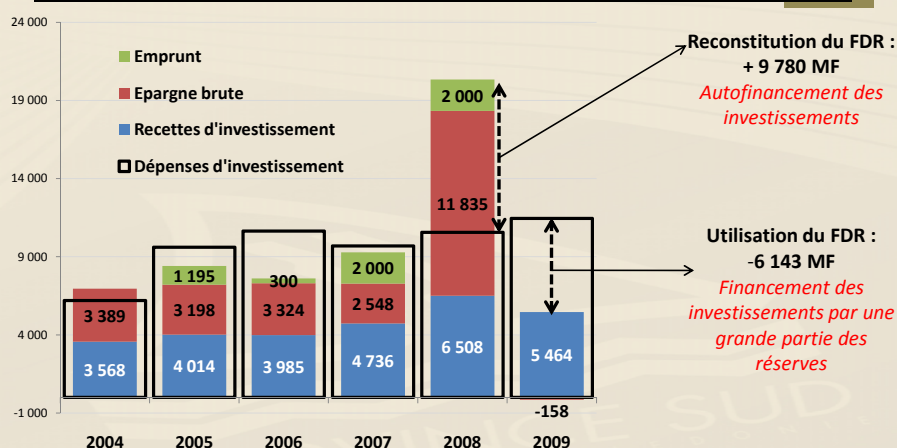
Financement de l'investissement



33

IV. Analyse financière 2004-2009

Financement de l'investissement



□ Contrairement à l'exercice 2008, les dépenses d'investissement n'ont pas été autofinancées par l'épargne (négative).

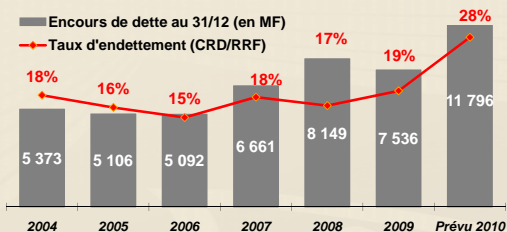
□ Ces investissements ont essentiellement été financés par les réserves cumulées sur les exercices précédents (et notamment sur 2008), et également par les ressources propres d'investissement.

□ Notons par ailleurs, le désendettement (ponctuel) de la collectivité en 2009.

34

IV. Analyse financière 2004-2009

Endettement

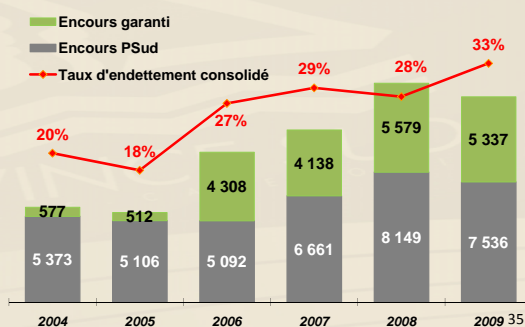


□ En 2009, la collectivité s'est ponctuellement désendettée, utilisant la majeure partie de ses réserves pour financer l'investissement.

□ Bien que l'encours de dette diminue, le taux d'endettement augmente légèrement, compte tenu de la perte de recettes de fonctionnement.

□ En consolidant la dette propre et la dette garantie, le taux d'endettement se situe à un niveau plus élevé (33% contre 19%), et qui croît sur la période.

(Garanties dettes ZAC Dumbéa et Panda notamment)



IV. Analyse financière 2004-2009

Conclusions sur l'analyse financière et le CA 2009

- Tensions indéniables sur la section de fonctionnement : absence d'épargne permettant de satisfaire la contrainte de couverture des amortissements par des ressources de fonctionnement.
- Un déséquilibre structurel patent révélé par une conjoncture économique défavorable.
- Il devient urgent pour la collectivité d'ouvrir une marge de manœuvre financière de 4 à 5 mds F, parallèlement à une nette maîtrise des dépenses de fonctionnement.
- En l'absence d'épargne et compte tenu de la résorption des réserves, le niveau des investissements devra être revu à la baisse afin d'éviter un recours à l'emprunt trop important.

